



VILLE D'ETAMPES

ARRÊTE DU MAIRE
N° VI-AR-2026-328

OBJET : Stationnement interdit ou déclaré gênant.

Lieu

Rue du Rempart
face aux droits du n°32 et
n°34,
91150 Etampes

Permissionnaires

CIRCET/FREE
269, avenue Lion
83210 Solliès-Pont

Le Maire de la Ville d'ETAMPES,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, version consolidée en date du 4 septembre 2008, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU la demande formulée en date du 1^{er} juin 2026 par laquelle les permissionnaires ci-dessus mentionnés doit entreprendre un tirage de câble sur la chaussée pour un raccordement souterrain à la fibre optique, Rue du Rempart au droit du n°32 à Etampes,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, afin de garantir la sécurité publique et de faciliter le bon déroulement de cette opération, de réglementer le stationnement dans la rue et aux droits visés en objet, le 22 juin 2026 de 8 heures 30 à 16 heures 30,

ARRETE

ARTICLE 1 : Durant la période susmentionnée, les places, dans la rue et aux droits visés en objet, sont réservées à la société CIRCET/FREE pour leur permettre d'entreprendre un raccordement souterrain à la fibre optique.

ARTICLE 2 : Une signalisation conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière qui prévoit dans son livre I, modifié par arrêté du 6 décembre 2011, partie 8, articles 119 à 133, les conditions dans lesquelles doit être effectuée la signalisation temporaire sur la voirie, sera mise et entretenue par le permissionnaire.

ARTICLE 3 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et réglementations en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification et de la publicité de cet arrêté. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Au permissionnaire ;
- A Monsieur le Commandant de Police, Chef de la circonscription d'Étampes ;
- A Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Étampes ;

Fait à Etampes, le 1^{er} juin 2026

Par Délégation du Maire,
Séverine PETITPIERRE
Adjointe au Maire
En charge de la Voirie



Certifié exécutoire, compte tenu de la publication le :

09 JUIN 2026